

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/15883]

## 22 OCTOBRE 2020. — Décret relatif aux aides pour le journalisme d'investigation en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° la loi du 30 décembre 1963 : la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ;

2° journaliste professionnel : la personne physique qui bénéficie du titre de journaliste professionnel au sens de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ;

3° journaliste de presse périodique d'information spécialisée : le ou la journaliste visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 12 avril 1965 instituant des documents et insignes d'identification à l'usage des membres de la presse périodique d'information spécialisée ;

4° stagiaire : journaliste répondant à l'ensemble des critères prévus à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, à l'exception du 4°, et pouvant prouver au moins trois mois consécutifs d'activité journalistique ;

5° Commission d'agrégation : les sections d'expression française de la Commission d'agrégation de première instance ou d'appel instituées par l'article 2 de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel. L'organisation et le fonctionnement de ces commissions sont réglés par l'arrêté royal du 16 octobre 1991 ;

6° média : titre de la presse écrite ou service de média audiovisuel, linéaire ou non linéaire, physique ou numérique.

## CHAPITRE II. — Fonds pour le journalisme d'investigation

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement désigne, pour une période de cinq ans, un opérateur chargé de mettre en œuvre les aides visées à l'article 3 via le Fonds pour le journalisme d'investigation, ci-après dénommé « le Fonds ».

§ 2. Pour être éligible, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

1° être constitué sous forme d'une association sans but lucratif ou d'une union professionnelle;

2° avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° exercer ses activités depuis au moins cinq ans;

4° représenter de manière significative les journalistes professionnels;

5° être composé de membres actifs dans divers médias;

6° faire preuve d'une activité régulière et continue dans la défense des intérêts des journalistes professionnels.

Le Gouvernement fixe la procédure de désignation.

§ 3. La Communauté française alloue une subvention annuelle à l'opérateur désigné en vertu du § 1<sup>er</sup> en vue de financer l'octroi d'aides pour le journalisme d'investigation par le Fonds pour le journalisme d'investigation, ci-après dénommé « le Fonds ».

§ 4. L'opérateur désigné par le Gouvernement fournit, à la date du 31 mars de chaque année, un rapport d'activités. Ce rapport d'activités reprend la liste détaillée des bénéficiaires, avec la liste des sommes et avantages.

**Art. 3.** Le Fonds alloue, sous forme de bourses, des aides au journalisme d'investigation permettant la quête d'informations profondes, cachées, originales, la réalisation d'enquêtes, de grands reportages, d'approfondissement de questions d'actualité ponctuelles ou récurrentes.

Le Fonds soutient également les formats journalistiques émergents ou novateurs, notamment numériques.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 2, § 3, est de 275.000 euros, dont maximum 20% peuvent être consacrés à assurer le fonctionnement et la gestion du Fonds.

§ 2. La somme visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est indexée chaque année et est rattachée à l'indice-santé du mois de décembre de l'année qui précède.

## CHAPITRE III. — Conditions d'octroi de l'aide au journalisme d'investigation

**Art. 5.** Pour pouvoir bénéficier d'une aide au journalisme d'investigation, le candidat doit remplir les conditions cumulatives suivantes:

1° il doit être un journaliste professionnel, de presse périodique d'information spécialisée ou stagiaires, admis au stage légal prévu par la loi du 30 décembre 1963 dans l'attente de l'octroi du titre, salarié ou indépendant, agissant seul ou en équipe. Dans le cas d'un projet en équipe, seul un journaliste professionnel ou de presse périodique d'information spécialisée est autorisé à introduire une demande d'aide qui pourra couvrir les financements pour le groupe ;

2° il ne peut avoir bénéficié d'une aide du Fonds depuis moins d'un an ;

3° il doit prouver que, sans l'aide du Fonds, le projet ne pourrait être réalisé, faute de temps ou de moyens, humains ou matériels, nécessaires ;

4° il doit disposer d'un accord de principe écrit d'un partenaire média de la Communauté française par lequel ce dernier s'engage à publier ou diffuser l'enquête ou le reportage visé à l'article 3 et à rémunérer le candidat.

## CHAPITRE IV. — Sélection des projets

Section I<sup>re</sup>. — Appel à projets et dossiers de candidatures

**Art. 6.** Pour attribuer les aides du Fonds, l'opérateur désigné par le Gouvernement lance au minimum quatre appels à projets par an.

L'appel est publié sur un site internet, dans une publication imprimée à destination des journalistes, et relayé sur les réseaux sociaux.

**Art. 7.** Le dossier de candidature doit contenir :

- une lettre de demande motivée ;
- une description du projet, précisant la méthode de travail et les délais de réalisation ;
- une estimation précise des coûts et revenus liés au projet ;
- l'accord de principe d'un partenaire média visé à l'article 5, 4° ;
- un CV simplifié en français.

*Section II. — Le jury de sélection*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les projets soumis au Fonds sont sélectionnés par un jury indépendant sur la base de critères visés aux articles 5, 7 et 10, § 1<sup>er</sup>. Le jury est composé paritairement d'hommes et de femmes, et ses membres sont choisis pour leur expérience et leur expertise. La composition du jury cherche à représenter les différentes formes de journalisme et les différents médias.

§ 2. Le mandat des membres du jury est de deux ans, renouvelable maximum 2 fois.

§ 3. Les membres du jury sont soumis à un principe de stricte confidentialité à l'égard des projets qui leur sont présentés et s'engagent à ne pas avoir de contacts avec les candidats ou avec leur hiérarchie avant et pendant l'examen de leur demande.

§ 4. L'opérateur désigne le jury de sélection et établit son règlement d'ordre intérieur. Il le soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 9.** Les membres du jury ne peuvent pas bénéficier de bourses du Fonds durant leur mandat.

*Section III. — Procédure de sélection des projets*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le jury évalue les projets à l'aune des critères suivants :

- 1° l'originalité du contenu rédactionnel du projet tel que visé à l'article 3 ;
- 2° la contribution du projet à une information de meilleure qualité ;
- 3° sa faisabilité ;
- 4° son intérêt pour le public de la Communauté française ;
- 5° la motivation du candidat.

§ 2. Le jury se prononce sur l'opportunité de soutenir le projet et sur le montant de la bourse à octroyer dans le cadre des crédits disponibles pour l'appel à projets concerné. Le montant de la bourse est octroyé sur la base des estimations des coûts fournies dans le dossier de candidature, et ne peut pas dépasser 25.000 euros.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Lors de sa publication ou de sa diffusion, le projet indique la formule suivante : « Enquête/reportage réalisé(e) avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles ».

§ 2. L'opérateur désigné par le Gouvernement veillera à valoriser les reportages soutenus en augmentant leur durée de vie et leur visibilité, par le biais notamment d'une vitrine numérique des projets soutenus.

*CHAPITRE V. — Attribution et liquidation des bourses*

**Art. 12.** Les journalistes lauréats signent, avec l'opérateur désigné par le Gouvernement une convention de financement reprenant l'accord de publication et précisant la nature du projet aidé, le montant de la bourse allouée et le délai dans lequel le projet doit être réalisé.

**Art. 13.** Les journalistes qui perçoivent une bourse doivent destiner les montants perçus à la couverture du coût des projets visés à l'article 3.

*CHAPITRE VI. — Disposition finale*

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 octobre 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur  
Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

*Session 2020-2021*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 122-1. – Amendement(s) en commission, n° 122-2 - Rapport de commission, n° 122-3. – Amendement(s) en séance, n° 122-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 122-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 21 octobre 2020.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/15883]

## 22 OKTOBER 2020. — Decreet betreffende de steun voor onderzoeksjournalistiek in de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de wet van 30 december 1963 : de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist ;

2° beroepsjournalist : de natuurlijke persoon die de titel van beroepsjournalist geniet in de zin van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist ;

3° journalist van periodieke pers voor gespecialiseerde informatie : de journalist bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 april 1965 tot instelling van identificatiedocumenten en -kentekens ten behoeve van de leden van de periodieke pers voor gespecialiseerde informatie.

4° stagiair : journalist die beantwoordt aan alle criteria bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, met uitzondering van 4°, en die ten minste drie opeenvolgende maanden journalistieke activiteit kan aantonen;

5° Erkenningscommissie : de Franstalige afdelingen van de Erkenningscommissie van eerste aanleg of van beroep ingesteld bij artikel 2 van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist. De organisatie en de werking van deze commissies worden geregeld bij het koninklijk besluit van 16 oktober 1991 ;

6° media : titel van de geschreven pers of audiovisuele mediadienst, lineaire of niet-lineaire, fysieke of digitale.

HOOFDSTUK II. — *Fonds voor onderzoeksjournalistiek*

**Art. 2.** § 1. De Regering stelt, voor een periode van vijf jaar, een operator aan die belast is met de uitvoering van de steun bedoeld in artikel 3 via het Fonds voor onderzoeksjournalistiek, hierna « het Fonds » genoemd.

§ 2. Om in aanmerking te komen moet de operator aan de volgende criteria voldoen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging van winstoogmerk of van een beroepsvereniging;

2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franstalig gebied of het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° zijn activiteiten al minstens vijf jaar uitoefenen;

4° de beroepsjournalisten in belangrijke mate vertegenwoordigen;

5° samengesteld zijn uit leden die actief zijn in verschillende media;

6° regelmatig en ononderbroken actief zijn in de verdediging van de belangen van beroepsjournalisten.

De Regering bepaalt de aanstellingsprocedure.

§ 3. De Franse Gemeenschap kent een jaarlijkse subsidie toe aan de operator aangesteld overeenkomstig § 1 met het oog op de financiering van de toekenning van de steun voor onderzoeksjournalistiek door het Fonds voor onderzoeksjournalistiek, hierna « het Fonds » genoemd.

§ 4. De operator aangesteld door de Regering brengt uiterlijk op 31 maart van elk jaar verslag uit over zijn activiteiten. Dit activiteitenverslag bevat de gedetailleerde lijst van begunstigden, met een lijst van de bedragen en voordelen.

**Art. 3.** Het Fonds kent, in de vorm van beurzen, steun toe aan onderzoeksjournalistiek om het zoeken naar diepgaande, verborgen en originele informatie, het uitvoeren van onderzoeken, belangrijke reportages en het diepgaand bestuderen van specifieke of terugkerende actuele onderwerpen mogelijk te maken.

Het Fonds ondersteunt ook opkomende of innovatieve journalistieke formaten, met name digitale formaten.

**Art. 4.** § 1. De in artikel 2, § 3 bedoelde subsidie bedraagt 275.000 euro, waarvan maximaal 20% kan worden besteed aan de werking en het beheer van het Fonds.

§ 2. Het bedrag bedoeld in paragraaf 1 wordt elk jaar geïndexeerd en gekoppeld aan de gezondheidsindex van de maand december van het voorgaande jaar.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden voor de toekenning van de steun voor onderzoeksjournalistiek*

**Art. 5.** Om in aanmerking te komen voor steun voor onderzoeksjournalistiek moet de kandidaat aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1° hij moet een beroepsjournalist zijn, van een periodieke pers voor gespecialiseerde informatie of stagiaires, toegelaten tot de wettelijke stage bedoeld in de wet van 30 december 1963 in afwachting van de toekenning van de titel, in loondienst of onafhankelijk, alleen of in teamverband. In het geval van een teamproject is alleen een beroepsjournalist of een journalist van een periodieke pers voor gespecialiseerde informatie gemachtigd om een verzoek om steun in te dienen dat de financiering van de groep kan dekken;

2° hij mag gedurende minder dan een jaar geen steun van het Fonds hebben ontvangen;

3° hij moet bewijzen dat het project, zonder de steun van het Fonds, niet kon worden uitgevoerd wegens gebrek aan tijd of de nodige menselijke of materiële middelen;

4° hij moet beschikken over een schriftelijke principiële overeenkomst van een mediapartner van de Franse Gemeenschap waarbij deze zich ertoe verbindt het in artikel 3 bedoelde onderzoek of reportage te publiceren of uit te zenden en de kandidaat te vergoeden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Selectie van projecten*

##### *Afdeling I. — Oproep tot projecten en aanvraagdossiers*

**Art. 6.** Voor de toekenning van steun van het Fonds doet de operator aangesteld door de Regering ten minste vier oproepen tot projecten per jaar.

De oproep wordt gepubliceerd op een website, in een gedrukte publicatie voor journalisten en doorgegeven op sociale netwerken.

**Art. 7.** Het aanvraagdossier moet de volgende informatie bevatten :

- een gemotiveerde aanvraagbrief ;
- een beschrijving van het project, met vermelding van de werkmethode en de termijnen voor de uitvoering ervan ;
- een nauwkeurige raming van kosten en inkomsten in verband met het project ;
- de principiële overeenkomst van een mediapartner bedoeld in artikel 5, 4°;
- een vereenvoudigd CV in het Frans.

##### *Afdeling II. — De selectie-beoordelingscommissie*

**Art. 8. § 1.** De bij het Fonds ingediende projecten worden door een onafhankelijke beoordelingscommissie geselecteerd op basis van de criteria bedoeld in de artikelen 5, 7 en 10, § 1. De beoordelingscommissie is samengesteld uit een gelijk aantal mannen en vrouwen en de leden worden gekozen op grond van hun ervaring en deskundigheid. Bij de samenstelling van de beoordelingscommissie wordt geprobeerd de verschillende vormen van journalistiek en de verschillende media te vertegenwoordigen.

§ 2. Het mandaat van de leden van de beoordelingscommissie is twee jaar en kan maximaal twee keer worden verlengd.

§ 3. De leden van de beoordelingscommissie zijn onderworpen aan een principe van strikte vertrouwelijkheid met betrekking tot de aan hen voorgelegde projecten en verbinden zich ertoe vóór en tijdens het onderzoek van hun aanvraag geen contact te hebben met de kandidaten of hun meerderen.

§ 4. De operator stelt de selectie-beoordelingscommissie aan en stelt haar huishoudelijk reglement op. Hij legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering.

**Art. 9.** De leden van de beoordelingscommissie kunnen tijdens hun mandaat geen beurzen van het Fonds ontvangen.

##### *Afdeling III. — Selectieprocedure voor projecten*

**Art. 10. § 1.** De beoordelingscommissie beoordeelt de projecten aan de hand van de volgende criteria :

- 1° de originaliteit van de redactionele inhoud van het project, zoals bedoeld in artikel 3 ;
- 2° de bijdrage van het project aan een betere kwaliteit van de informatie ;
- 3° de haalbaarheid ervan ;
- 4° zijn belang voor het publiek van de Franse Gemeenschap ;
- 5° de motivatie van de kandidaat.

§ 2. De beoordelingscommissie beslist over de mogelijkheid om het project te ondersteunen en over het bedrag van de toe te kennen beurs in het kader van de beschikbare kredieten voor de betrokken oproep tot projecten. Het bedrag van de beurs wordt toegekend op basis van de kostenramingen in de aanvraagdossier en mag niet hoger zijn dan 25.000 euro.

**Art. 11. § 1.** Bij de publicatie of de verspreiding van het project wordt de volgende formule vermeld : « Onderzoek/verslaggeving uitgevoerd met de steun van het Fonds voor journalistiek in Federatie Wallonië-Brussel ».

§ 2. De operator aangesteld door de Regering zorgt ervoor dat de ondersteunde verslaggevingen een toegevoegde waarde krijgen door de levensduur en de zichtbaarheid ervan te vergroten met name door middel van een digitale etalage van de ondersteunde projecten.

#### HOOFDSTUK V. — *Toekenning en vereffening van beurzen*

**Art. 12.** De geslaagde journalisten ondertekenen met de door de Regering aangestelde operator een financieringsovereenkomst waarin de publicatieovereenkomst wordt opgenomen en waarin de aard van het gesteunde project, het bedrag van de toegekende beurs en de uiterste termijn voor de voltooiing van het project worden vermeld.

**Art. 13.** Journalisten die een beurs ontvangen, moeten de ontvangen bedragen gebruiken om de kosten van de in artikel 3 bedoelde projecten te dekken.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 oktober 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en  
het toezicht op « Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 122-1. – Commissieamendement(en), nr. 122-2 - Commissieverslag, nr. 122-3. – Zittingsamendement(en), nr. 122-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.122-5

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 21 oktober 2020.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2020/15845]

**22 OKTOBER 2020. — Ordonnantie tot wijziging van artikel 79 en hoofdstuk XIIbis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn**

De Verenigde Vergadering heeft aangenomen en Wij, Verenigd College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 79, lid 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de woorden « , of de artikelen 135/3 en 135/4 » ingevoegd tussen de woorden « van de artikelen 118 tot en met 135 » en de woorden « van de wet eerbiedigen of de vorm aannemen van ».

**Art. 3.** De artikelen 135bis tot en met 135duodecies die hoofdstuk XIIbis van dezelfde wet vormen, worden opgeheven.

**Art. 4.** In hoofdstuk XIIbis van dezelfde wet, wordt een afdeling I ingevoegd, getiteld « Definities en toepassingsgebied ».

**Art. 5.** In de door artikel 4 ingevoegde afdeling I, wordt een artikel 135/1 ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 135/1. § 1. In de zin van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder :

1° ziekenhuis : een ziekenhuis in de zin van artikel 2 van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

2° plaatselijke vereniging : de in artikel 135/2 bedoelde vereniging;

3° ziekenhuis-vzw : de in artikel 135/3 bedoelde vzw;

4° koepelvereniging : de in artikel 135/5 bedoelde vereniging;

5° andere vereniging : de in artikel 135/6 bedoelde vereniging;

6° gefuseerd ziekenhuis : het gefuseerd ziekenhuis in de zin van het koninklijk besluit van 31 mei 1989 houdende nadere omschrijving van de fusie van ziekenhuizen en van de bijzondere normen waaraan deze moet voldoen;

7° ziekenhuisgroepering : de ziekenhuisgroepering in de zin van het koninklijk besluit van 30 januari 1989 houdende vaststelling van aanvullende normen voor de erkenning van ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten alsmede tot nadere omschrijving van de ziekenhuisgroeperingen en van de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen, met rechtspersoonlijkheid;

8° locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk : het locoregionaal klinisch ziekenhuisnetwerk in de zin van artikel 14/1, 1°, van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/15845]

**22 OCTOBRE 2020 – Ordonnance modifiant l'article 79 et le chapitre XIIbis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale**

L'Assemblée réunie a adopté et Nous, Collège réuni, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 79, alinéa 2, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, tel que modifié par la loi du 5 août 1992, les mots « , ou des articles 135/3 et 135/4 » sont insérés entre les mots « des articles 118 à 135 » et les mots « de la loi ou adoptent la forme ».

**Art. 3.** Les articles 135bis à 135duodecies formant le chapitre XIIbis de la même loi sont abrogés.

**Art. 4.** Dans le chapitre XIIbis de la même loi, il est inséré une section I intitulée « Définitions et champ d'application ».

**Art. 5.** Dans la section I insérée par l'article 4, il est inséré un article 135/1 rédigé comme suit :

« Art. 135/1. § 1<sup>er</sup>. Au sens du présent chapitre, il faut entendre par :

1° hôpital : l'hôpital au sens de l'article 2 de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

2° association locale : l'association visée à l'article 135/2;

3° ASBL hospitalière : l'ASBL visée à l'article 135/3;

4° association faitière : l'association visée à l'article 135/5;

5° autre association : l'association visée à l'article 135/6;

6° hôpital fusionné : l'hôpital fusionné au sens de l'arrêté royal du 31 mai 1989 précisant la description d'une fusion d'hôpitaux et des normes particulières qu'il doit respecter;

7° groupement hospitalier : le groupement d'hôpitaux au sens de l'arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d'agrément des hôpitaux et des services hospitaliers et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter, doté d'une personnalité juridique;

8° réseau hospitalier clinique locorégional : le réseau hospitalier clinique locorégional au sens de l'article 14/1, 1°, de la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;